ASSEMBLÉE NATIONALE

11 juin 2021

PRISE EN CHARGE ET RÉPARATION DES CONSÉQUENCES DES ESSAIS NUCLÉAIRES FRANÇAIS - (N° 3966)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N º 4

présenté par Mme Lorho

ARTICLE 2

Supprimer l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

S'il semble légitime d'ouvrir les droits des personnes directement affectée par la maladie radioinduite, une telle ouverte desdits droits aux autres membres de la famille ouvre un trop vaste champ de dédommagement dans la loi. La réparation adressée à ces membres pose des problèmes de quantification des souffrances perçues ; ce type de préjudice, essentiellement moral, subi par la famille, est difficilement définissable et ne peut donc être ainsi inscrit dans la loi.